

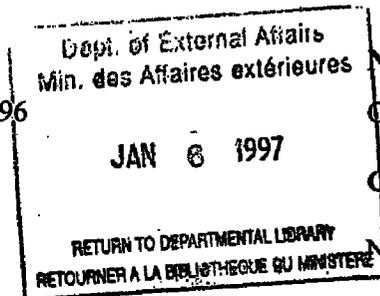


UNCLASSIFIED

OTTAWA, December 18, 1996

CIRCULAR DOCUMENT

Admin. No. 12/96 (SXM)



NON CLASSIFIÉ

OTTAWA, le 18 décembre 1996

CIRCULAIRE ADMINISTRATIVE

N^o 12/96 (SXM)

Informatics Procurement Contracting Security Policy

The purpose of this Circular Document, which should be brought to the attention of all employees, is to outline the departmental Informatics (IT) Procurement Contracting Security Policy.

2. Before finalizing this document, extensive consultation was undertaken with managers of informatics systems, contracting specialists, the Trade Law Division (JLT) and the Corporate Security Division (ISC).

Policy Statement – Executive Summary

3. While Canada must live up to the contracting provisions of NAFTA, DFAIT has a responsibility to take any necessary procurement action to reduce the risk of breaches of national security. Consequently, for all procurements of informatics goods or services, a standard clearance at the level of **SECRET** or higher is required for supplier personnel (including sub-contractors) needing unescorted access to sensitive areas or security zones of DFAIT premises and Canadian control of the supplying firm is essential if the procurement involves:

FOR ACTION
Heads of Mission
Deputy Ministers
Assistant Deputy Ministers
Directors General
Directors

Politique sur la sécurité dans le domaine des marchés d'approvisionnement en informatique

Tous les employés du Ministère doivent prendre connaissance de la présente circulaire administrative qui vise à définir la Politique sur la sécurité dans le domaine des marchés d'approvisionnement en informatique (TI) au Ministère.

2. La rédaction de la version définitive de ce document a donné lieu à de vastes consultations, notamment avec les responsables des systèmes informatiques, les spécialistes en passation de marchés, la Direction du droit commercial international (JLT) et la Direction de la sécurité ministérielle (ISC).

Énoncé de politique – Résumé

3. Bien que le Canada doive se conformer aux dispositions de l'ALENA en matière d'approvisionnement, le MAECI a la responsabilité de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire le risque d'atteintes à la sécurité nationale. Par conséquent, pour tous les marchés d'approvisionnement concernant des biens ou des services informatiques, les employés des fournisseurs (y compris les sous-traitants) qui doivent bénéficier d'un accès sans escorte au secteur réglementé ou à la zone de sécurité de locaux du MAECI sont tenus de posséder une autorisation de sécurité au niveau **SECRET** ou à un niveau supérieur et l'entreprise doit être contrôlée par des intérêts canadiens si les activités d'approvisionnement touchent :

POUR SUITE À DONNER
Chefs de mission
Sous-ministres
Sous-ministres adjoints
Directeurs généraux
Directeurs

(a) any aspects of design, development, implementation, etc. of **classified** systems (e.g. SIGNET C-4);

or

(b) goods that may be destined for sensitive areas or security zones of DFAIT premises;

or

(c) contracts that:

(i) require suppliers to access SIGNET-D or MITNET **beyond that of a normal user** (e.g. having access to systems codes);

or

(ii) provide suppliers physical access to areas where classified information is generally available;

or

(iii) expose suppliers to detailed information on the **SIGNET infrastructure** (e.g. extent/staffing of classified processing)

a) un aspect quelconque de la conception, du développement, de la mise en oeuvre, etc. de systèmes **classifiés** (comme le SIGNET C-4);

ou

b) **des biens** pouvant être destinés au secteur réglementé ou à la zone de sécurité de locaux du MAECI;

ou

c) un marché :

i) nécessitant que le fournisseur ait un accès au SIGNET-D ou au MITNET **outrepassant celui d'un utilisateur normal** (par ex., l'accès à des codes de systèmes);

ou

ii) assurant au fournisseur un accès physique à des secteurs où des renseignements classifiés sont généralement accessibles;

ou

iii) exposant le fournisseur à des renseignements détaillés sur l'**infrastructure** du SIGNET (concernant le volume de traitement/personnel effectuant le traitement des renseignements classifiés, par exemple).

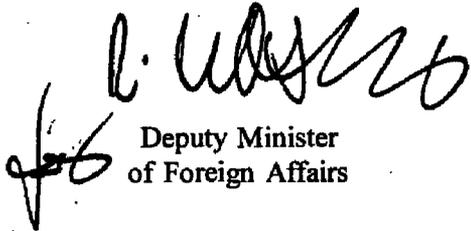
4. This Circular Document expires on December 31, 1997, by which time it will be incorporated into Chapter 15 of the departmental *Matériel Management Manual*, FAIT 7(1).

5. Any questions concerning this document should be addressed to Michel Sicard (SXM) at 992-3781.

4. La présente circulaire administrative expire le 31 décembre 1997 et aura été, entre-temps, intégrée au chapitre 15 du *Manuel de gestion du matériel*, AECI 7(1) du Ministère.

5. Pour obtenir des précisions au sujet du présent document, prière de communiquer avec Michel Sicard (SXM) au 992-3781.

Le sous-ministre des
Affaires étrangères,


Deputy Minister
of Foreign Affairs

